KV

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 40.194/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 4 avril 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant sur les acteurs financiers", a donné le 10 avril 2006 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Le préambule s'exprime en ces termes :

> "Le Gouvernement a sollicité ce délai réduit pour la raison suivante : l'ordonnance organique portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle a été sanctionnée le 23 février 2006 et rentre en vigueur à titre rétroactif le 1er janvier 2006. Ce texte abroge les lois coordonnées sur la comptabilité de l'État qui constituaient en autres la base légale, d'une part, de la nomination des comptables de la Région et des contrôleurs des engagements, ainsi que, d'autre part, des délégations données au Ministre du Budget. Afin d'assurer la continuité des services et de pouvoir désigner le plus rapidement possible les nouveaux acteurs financiers, il est indispensable que les avant-projets d'arrêtés exécutant l'ordonnance organique soient adoptés le plus rapidement possible."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Observation générale

Selon les articles 50, 51 et 71 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions :

"Art. 50. § 1er. (...)

§ 2. La loi détermine les dispositions générales applicables aux budgets et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle exercé par la Cour des comptes.

En ce qui concerne les organismes d'intérêt public qui dépendent des Communautés et des Régions, la loi détermine les dispositions générales relatives à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes.

La loi détermine les dispositions générales en matière de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions.

Art. 51. Les Communautés et les Régions organisent un contrôle administratif et budgétaire pour ce qui les concerne et disposent à cette fin d'inspecteurs des finances qui, mis à leur disposition, sont placés sous leur autorité.

(...)

Art. 71. § 1er. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi visée à l'article 50, § 2, sont applicables aux Communautés et aux Régions, les dispositions en vigueur relatives à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes et du contrôle de l'octroi et de l'emploi de subventions, ainsi que les dispositions en matière de comptabilité de l'État, sans préjudice de ce qui est disposé au § 2 en ce qui concerne l'article 32*bis* de la loi du 28 juin 1963, modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'État.

§ 2. Jusqu'à l'organisation d'un contrôle administratif et budgétaire, visé à l'article 51, les dispositions mentionnées à l'article 32*bis* de la même loi du 28 juin 1963, sont applicables aux Communautés et aux Régions.

§ 3. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi visée à l'article 50, § 2, les dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public restent applicables, pour ce qui concerne le mode d'exercice du contrôle de la Cour des comptes, vis-à-vis des organismes d'intérêt public qui dépendent des Communautés et des Régions.".

En application de l'article 50, § 2, alinéa 3, de la loi du 16 janvier 1989, précitée, la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes a été adoptée ; elle aurait dû entrer en vigueur le 1er janvier 2004. Toutefois, comme l'autorise l'article 17 de la même loi, l'arrêté royal du 18 mars 2004 a reporté son entrée en vigueur au 1er janvier 2006, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale [(1)].

---

(1) Arrêté royal du 18 mars 2004 reportant, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, l'entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes

.../...

L'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, publiée au Moniteur belge le 23 mars 2006, est, en vertu de son article 112, § 1er, entrée en vigueur le 1er janvier 2006 avec effet rétroactif (2). Les arrêtés qui visent à exécuter les dispositions de cette ordonnance et qui sont indispensables à son exécution auront également un effet rétroactif au 1er janvier 2006.

L'ordonnance organique et ses arrêtés d'exécution comprennent, d'une part, des dispositions largement similaires à celles des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État et, d'autre part, des dispositions totalement nouvelles par rapport à celles des lois coordonnées. En ce qui concerne plus particulièrement l'arrêté en projet, celui-ci détermine d'une manière très précise les droits et obligations des ordonnateurs délégués et subdélégués, du comptable régional et des comptables-trésoriers, ainsi que leurs responsabilités.

Il en résulte que, du 1er janvier 2006 jusqu'au 23 mars 2006, les dispositions de l'ordonnance organique n'ont pu être appliquées régulièrement et que, même après la publication de cette ordonnance au Moniteur belge, l'application de ses dispositions est susceptible, à défaut d'avoir adopté les arrêtés d'exécution nécessaires, de créer une insécurité juridique.

Observations particulières

Formalité préalable

Selon l'article 3, 3° et 6°, de l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, sont notamment considérés comme des réglementations de base ayant trait au statut administratif, "les droits et les devoirs des membres du personnel, les incompatibilités et interdictions ainsi que le régime des cumuls avec d'autres fonctions, emplois ou occupations" et "la responsabilité des membres du personnel".

---

(2) Le projet d'ordonnance a été déposé au Parlement le 6 octobre 2005 mais n'a pu être adopté par celui-ci que le 23 février 2006.

Il s'ensuit que, conformément à l'article 2, § 2, de la loi du 19 décembre 1974, précitée, le projet doit faire l'objet d'une négociation syndicale. Il ne ressort pas du dossier que cette formalité aurait été accomplie. Il appartiendra à l'auteur du projet d'y veiller.

Fondement juridique

Préambule

L'arrêté en projet se donne notamment comme fondement juridique les articles 24, 25, 45, 47, 54 à 58 et 69 de l'ordonnance organique. Or, si les articles 25, alinéa 2, 45, alinéa 1er, 54, alinéa 5, et 69, § 1er, alinéa 1er, et § 9, de l'ordonnance organique donne une habilitation expresse au Gouvernement, il n'en est pas de même pour les autres articles.

Néanmoins, comme le Conseil d'État l'a rappelé à plusieurs reprises, l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, tel qu'il est rendu applicable par l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, confère au Gouvernement le pouvoir de faire les règlements et arrêtés nécessaires à l'exécution des ordonnances. Si, dans l'exercice de ce pouvoir, le Gouvernement ne peut ni étendre la portée de l'ordonnance ni la restreindre, il lui revient néanmoins de dégager du principe de l'ordonnance et de son économie générale les conséquences qui en dérivent naturellement d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit.

En l'espèce, une série de dispositions du projet d'arrêté peuvent effectivement trouver un fondement juridique dans l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, combiné avec l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée. D'autres dispositions du projet trouvent par contre leur fondement juridique dans l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, tel qu'il est rendu applicable par l'article 40 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée, selon lequel il incombe au Gouvernement d'organiser ses services.

Il y a donc lieu de maintenir seulement la mention de la loi spéciale du 8 janvier 1989, précitée, notamment les articles 8 et 40.

Les autres lois spéciales citées dans le préambule ne procurent aucun fondement juridique au projet. Il n'y a pas non plus lieu de viser les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui ne constituent pas le fondement juridique de l'arrêté en projet et qui ne sont, par ailleurs, pas modifiés par le présent projet.

Par conséquent, les alinéas 1er, 2 et 5 à 8 doivent être omis et les alinéas 3 et 4 doivent être adaptés.

Dispositif

En plusieurs de ses dispositions, l'arrêté en projet s'écarte de l'ordonnance organique.

Ainsi,

- les articles 4, 1°, et 6 du projet énoncent que la fonction d'ordonnateur délégué est exercée par les secrétaires d'État et que les ministres et secrétaires d'État peuvent désigner respectivement un ordonnateur délégué et un ordonnateur subdélégué parmi les membres de leur cabinet, alors que, selon l'article 25, alinéa 3, de l'ordonnance organique, l'ordonnateur délégué ou subdélégué est obligatoirement choisi parmi les agents soumis au statut [(3)];

- l'article 11 du projet dispose que les ordonnateurs délégués ou subdélégués, agents des services du Gouvernement peuvent, à tout moment, être suspendus temporairement par une décision motivée de l'inspection des finances, réunie en collège, en cas de fraude ou de négligence répétée, ce qui est contraire à l'article 81, alinéa 5, de l'ordonnance organique qui prévoit que les inspecteurs ne peuvent ni participer à la direction ou à la gestion des services du Gouvernement, ni donner d'ordres tendant à empêcher ou à suspendre des opérations;

---

(3) Il en est de même des régisseurs d'avances des cabinets (article 16, alinéa 3, du projet) qui doivent obligatoirement être choisis parmi les agents soumis au statut, en vertu de l'article 69, § 1er, alinéa 2, de l'ordonnance organique.

- les articles 17, § 1er, alinéa 2, 19, alinéa 4, et 20, alinéa 2, du projet, selon lesquels seuls les comptables-trésoriers titulaires et les comptables-trésoriers intérimaires titulaires, à l'exception des comptables-trésoriers suppléants, sont justiciables de la Cour des comptes, établissent une distinction entre comptables-trésoriers pour en exclure certains, ce qui n'est pas admis par l'article 69, § 1er, alinéa 7, de l'ordonnance organique (4);

- l'article 40, §§ 2 et 3, du projet, qui dispose que les avances que les régisseurs d'avances des cabinets perçoivent ne peuvent dépasser 50 000 euros et que le montant maximum des avances qu'ils peuvent détenir simultanément sur le ou les comptes ouverts à leurs noms s'élève à maximum 100 000 euros (5), n'est guère compatible avec l'article 69, § 7, de l'ordonnance organique qui prévoit que les régisseurs d'avances ne peuvent, sur la base d'avances qui leur sont concédées, qu'exécuter des dépenses de faible montant dans la mesure où le texte reste en défaut de fixer le maximum de ce "faible montant"

- et l'article 41, alinéa 2, du projet qui énonce que le Ministre des Finances fixe le délai dans lequel les comptes des comptables-trésoriers doivent être transmis à l'organe de surveillance, lequel est chargé de les transmettre à la Cour des comptes, alors que l'article 69, § 1er, alinéas 5 et 6, de l'ordonnance organique précise que les comptables-trésoriers établissent un compte relatif aux opérations de trésorerie qu'ils ont effectuées et que ce compte est transmis à la Cour des comptes dans le mois de son établissement.

Par ailleurs, il n'est pas indiqué de reproduire ou de paraphraser des articles de l'ordonnance organique car, en reproduisant - même fidèlement - le contenu de ces articles l'auteur du projet agit comme s'il était compétent pour arrêter - et donc aussi modifier - les normes supérieures reproduites.

---

(4) L'article 69, § 1er, alinéa 7, dispose :
"Les comptables-trésoriers répondent devant la Cour des comptes de leur faute grave, de leur négligence grave et de leur faute légère à caractère répétitif, ayant facilité ou permis la survenance du déficit".

(5) Pour les régisseurs d'avances des services du Gouvernement, ce montant maximum s'élève par contre à 5 000 euros

Il s'agit notamment de :

- l'article 1er, 2°, 3°, 5° et 6°, du projet qui reprend les définitions données aux articles 2, 2° et 3°, 37 et 63, alinéa 2, de l'ordonnance organique;

- l'article 3, alinéa 1er, du projet qui contient la même règle que celle inscrite à l'article 24, alinéa 2, de l'ordonnance organique;

- l'article 14 du projet qui paraphrase l'article 47, alinéa 3, de l'ordonnance organique, auquel l'article 33 du projet déroge d'ailleurs;

- les articles 25, 30 (partim), 31 (partim), 32 et 35 (partim) du projet qui réécrivent l'article 69, §§ 2 à 7, de l'ordonnance organique;

- et l'article 34 du projet qui paraphrase l'article 46 de l'ordonnance organique.

Par conséquent, l'arrêté en projet doit être revu.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	conseiller d'État, président,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON P. LIÉNARDY

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.194/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 april 2006 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de financiële actoren", heeft op 10 april 2006 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de aanhef aldus :

> "De Regering heeft deze ingekorte termijn gevraagd om de volgende reden : de organieke ordonnantie houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, op de boekhouding en de controle werd bekrachtigd op 23 februari 2006 en treedt retroactief in werking op 1 januari 2006. Deze tekst herroept de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit die de wettelijke basis legden, enerzijds, voor de benoeming van de rekenplichtigen van het Gewest en van de controleurs van de vastleggingen, en ook, anderzijds, van de volmachten gegeven aan de Minister van Begroting. Teneinde de continuïteit van de diensten te waarborgen en de nieuwe financiële actoren zo snel mogelijk te kunnen benoemen, is het noodzakelijk dat de voorontwerpen van uitvoeringsbesluiten bij de organieke ordonnantie zo snel mogelijk goedgekeurd worden."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Algemene opmerking

De artikelen 50, 51 en 71 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gewesten en de Gemeenschappen bepalen het volgende :

> "Art. 50. § 1. (...)

§ 2. De wet bepaalt de algemene bepalingen die van toepassing zijn op de begrotingen en de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook op de organisatie van de controle uitgeoefend door het Rekenhof.

Wat de instellingen van openbaar nut betreft die afhangen van de Gemeenschappen en de Gewesten, bepaalt de wet de algemene bepalingen betreffende de organisatie van de controle door het Rekenhof.

De wet bepaalt de algemene bepalingen op de controle inzake het verlenen en het gebruik van subsidies.

Art. 51. De Gemeenschappen en de Gewesten organiseren een eigen administratieve- en begrotingscontrole en doen daartoe een beroep op inspecteurs van Financiën die hun ter beschikking worden gesteld en onder hun gezag staan.

(...)

Art. 71. § 1. Tot de inwerkingtreding van de wet bedoeld in artikel 50, § 2, zijn de vigerende bepalingen betreffende de organisatie van de controle van het Rekenhof en de controle op het verlenen en het gebruik van subsidies, evenals de bepalingen inzake de Rijkscomptabiliteit, onverminderd hetgeen in § 2 omtrent artikel 32*bis* van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit is gesteld, van overeenkomstige toepassing op de Gemeenschappen en de Gewesten.

§ 2. Tot de organisatie van een administratieve en begrotingscontrole, bedoeld in artikel 51, zijn de bepalingen vermeld in artikel 32*bis* van de wet van 28 juni 1963 van overeenkomstige toepassing op de Gemeenschappen en de Gewesten.

§ 3. Tot de inwerkingtreding van de wet bedoeld in artikel 50, § 2, blijven de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wat de wijze van uitoefening van de controle van het Rekenhof betreft, van overeenkomstige toepassing op de instellingen van openbaar nut die afhangen van de Gemeenschappen en de Gewesten.".

Met toepassing van artikel 50, § 2, derde lid, van de voormelde wet van 16 januari 1989, is de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof goedgekeurd; ze had in werking moeten treden op 1 januari 2004. Zoals artikel 17 van de wet van 16 mei 2003 evenwel toestaat, is de inwerkingtreding van diezelfde wet uitgesteld tot 1 januari 2006, wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, bij het koninklijk besluit van 18 maart 2004 [(1)].

[(1)] Koninklijk besluit van 18 maart 2004 houdende, voor wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, uitstel van de inwerkingtreding van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof.

De organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 23 maart 2006, is krachtens artikel 112, § 1, ervan op 1 januari 2006 met terugwerkende kracht in werking getreden [(2)]. De besluiten die ertoe strekken de bepalingen van deze ordonnantie uit te voeren en die onmisbaar zijn voor de uitvoering ervan, zullen eveneens terugwerkende kracht hebben tot 1 januari 2006.

De organieke ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten ervan bevatten enerzijds bepalingen die in ruime mate dezelfde zijn als die van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit en anderzijds totaal nieuwe bepalingen ten opzichte van de bepalingen van de gecoördineerde wetten. Wat meer bepaald het ontworpen besluit betreft, dit bepaalt zeer nauwkeurig de rechten en plichten van de gedelegeerde en gesubdelegeerde ordonnateurs, de gewestelijke boekhouder en de rekenplichtigen, alsmede hun verantwoordelijkheden.

Hieruit volgt dat van 1 januari tot 23 maart 2006 de bepalingen van de organieke ordonnantie niet regelmatig konden worden toegepast en dat, zelfs na de bekendmaking van deze ordonnantie in het Belgisch Staatsblad, de toepassing van de bepalingen ervan rechtsonzekerheid kan scheppen, doordat niet de noodzakelijke uitvoeringsbesluiten zijn goedgekeurd.

Bijzondere opmerkingen

Voorafgaand vormvereiste

Volgens artikel 3, 3° en 6°, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, worden namelijk beschouwd als grondregelingen in verband met het administratief statuut, "de rechten en plichten van de personeelsleden, de onverenigbaarheden en verbodsbepalingen, evenals de regeling inzake de cumulaties met andere ambten, betrekkingen of bezigheden" en "de aansprakelijkheid van de personeelsleden".

---

(2) Het ontwerp van ordonnantie is op 6 oktober 2005 in het Parlement ingediend, dat het echter eerst op 23 februari 2006 heeft kunnen goedkeuren.

Hieruit volgt dat overeenkomstig artikel 2, § 2, van de voornoemde wet van 19 december 1974, over het ontwerp onderhandelingen met de vakbonden moeten worden gevoerd. Uit het dossier blijkt niet dat dit vormvereiste vervuld is. De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit geschiedt.

Rechtsgrond

Aanhef

In het ontworpen besluit worden als rechtsgrond opgegeven, de artikelen 24, 25, 45, 47, 54 tot 58 en 69 van de organieke ordonnantie. De artikelen 25, tweede lid, 45, eerste lid, 54, vijfde lid, en 69, § 1, eerste lid, en § 9, van de organieke ordonnantie verlenen weliswaar een uitdrukkelijke machtiging aan de Regering, maar dit is niet het geval met de andere artikelen.

De Raad van State heeft er evenwel verschillende malen op gewezen dat artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals het van toepassing is verklaard bij artikel 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, aan de Regering de bevoegdheid verleent om de verordeningen te maken en de besluiten te nemen die voor de uitvoering van de ordonnanties noodzakelijk zijn. De Regering kan weliswaar bij de uitoefening van deze bevoegdheid de strekking van de ordonnantie net zo min uitbreiden als beperken, maar moet uit de grondslag van de ordonnantie en de algemene opzet ervan de gevolgen trekken die daaruit logischerwijs voortvloeien volgens de geest waarin zij is opgevat en de doeleinden die ermee worden nagestreefd.

In casu kunnen een reeks bepalingen van het ontwerpbesluit immers rechtsgrond ontlenen aan artikel 20 van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, juncto artikel 8 van de voornoemde bijzondere wet van 12 januari 1989. Andere bepalingen van het ontwerp ontlenen daarentegen hun rechtsgrond aan artikel 87 van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals dat artikel toepasselijk verklaard is door artikel 40 van de voornoemde bijzondere wet van 12 januari 1989, volgens welk artikel het de zaak is van de Regering haar diensten te regelen.

Er behoort dus enkel nog melding te worden gemaakt van de voornoemde bijzondere wet van 8 januari 1989, in het bijzonder van de artikelen 8 en 40 ervan.

De overige bijzondere wetten die in de aanhef worden genoemd, leveren geen enkele rechtsgrond op voor het ontwerp. Er behoort ook niet te worden verwezen naar de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, die niet de rechtsgrond vormen van het ontworpen besluit en die overigens niet gewijzigd worden door het onderhavige ontwerp.

Bijgevolg dienen het eerste lid, het tweede lid en het vijfde tot het achtste lid te vervallen en moeten het derde en vierde lid worden aangepast.

Dispositief

Verschillende bepalingen van het ontworpen besluit wijken af van de organieke ordonnantie.

Aldus

- wordt in de artikelen 4, 1°, en 6 van het ontwerp bepaald dat de functie van gedelegeerd ordonnateur wordt uitgeoefend door de staatssecretarissen en dat de ministers en staatssecretarissen respectievelijk een gedelegeerde en een gesubdelegeerde ordonnateur kunnen aanstellen, gekozen uit de leden van hun kabinet, terwijl in artikel 25, derde lid, van de organieke ordonnantie de gedelegeerde of gesubdelegeerde ordonnateur verplicht wordt gekozen uit de ambtenaren onderworpen aan het statuut [(3)];

- wordt in artikel 11 van het ontwerp bepaald dat gedelegeerde of gesubdelegeerde ordonnateurs, ambtenaren van de diensten van de Regering in geval van fraude of herhaalde nalatigheid op ieder moment tijdelijk kunnen worden geschorst door een gemotiveerde beslissing van de inspectie van Financiën, in college samengekomen, hetgeen strijdig is met artikel 81, vijfde lid, van de organieke ordonnantie, waarin

---

(3) Hetzelfde geldt voor beheerders van de voorschotten van de kabinetten (artikel 16, derde lid, van het ontwerp), die verplicht worden gekozen uit de ambtenaren onderworpen aan het statuut, krachtens artikel 69, § 1, tweede lid, van de organieke ordonnantie.

bepaald wordt dat inspecteurs niet mogen deelnemen aan het bestuur noch aan het beheer van de diensten van de Regering en ook geen bevelen mogen geven tot het verhinderen of schorsen van verrichtingen;

- wordt in de artikelen 17, § 1, tweede lid, 19, vierde lid, en 20, tweede lid, van het ontwerp, volgens welke alleen titelvoerende rekenplichtigen en tijdelijke titelvoerende rekenplichtigen, met uitzondering van plaatsvervangende rekenplichtigen, verantwoording verschuldigd zijn aan het Rekenhof, een onderscheid gemaakt tussen rekenplichtigen om sommigen van hen uit te sluiten, hetgeen niet is toegestaan door artikel 69, § 1, zevende lid, van de organieke ordonnantie [(4)];

- is artikel 40, §§ 2 en 3, van het ontwerp, waarin bepaald wordt dat de voorschotten die beheerders van voorschotten van de kabinetten krijgen, niet hoger mogen zijn dan 50.000 euro en dat het maximumbedrag van de voorschotten die zij gelijktijdig mogen aanhouden op de rekening of rekeningen die op hun naam zijn geopend 100.000 euro bedraagt [(5)], zo goed als niet conform artikel 69, § 7, van de organieke ordonnantie, waarin bepaald wordt dat beheerders van voorschotten op basis van een voorschot dat hen werd toegestaan alleen kleine uitgaven kunnen doen, doordat in de tekst geen maximumbedrag bepaald wordt van die "kleine uitgaven";

- wordt in artikel 41, tweede lid, van het ontwerp bepaald dat de Minister van Financiën de termijn vaststelt waarbinnen de rekening van titelvoerende rekenplichtigen overgezonden dient te worden aan het toezichtsorgaan, dat ermee belast is deze door te sturen aan het Rekenhof, terwijl in artikel 69, § 1, vijfde en zesde lid, van de organieke ordonnantie gesteld wordt dat de rekenplichtigen een rekening opmaken van de thesaurieverrichtingen die ze hebben uitgevoerd en dat die rekening naar het Rekenhof wordt gezonden in de maand van de opstelling ervan.

---

(4) Artikel 69, § 1, zevende lid, luidt als volgt :
"De rekenplichtigen staan voor het Rekenhof in voor hun zware fout, hun zware nalatigheid en hun herhaaldelijk begane lichte fout, die het ontstaan van het tekort hebben vergemakkelijkt of mogelijk gemaakt.

(5) Voor beheerders van voorschotten van de diensten van de Regering bedraagt dat maximumbedrag daarentegen 5.000 euro.

Het is overigens niet geraden om artikelen van de organieke ordonnantie, te citeren of te parafraseren, aangezien de steller van het ontwerp, door - zelfs zeer nauwkeurig - de inhoud van die artikelen weer te geven, handelt alsof hij bevoegd is om de eerder weergegeven hogere rechtsregels uit te vaardigen - en dus ook te wijzigen.

Het betreft inzonderheid :

- artikel 1, 2°, 3°, 5° en 6°, van het ontwerp, waarin de definities worden overgenomen die gegeven zijn in de artikelen 2, 2° en 3°, 37 en 63, tweede lid, van de organieke ordonnantie;

- artikel 3, eerste lid, van het ontwerp, waarin dezelfde regel vervat is als die welke staat in artikel 24, tweede lid, van de organieke ordonnantie;

- artikel 14 van het ontwerp, waarin artikel 47, derde lid, van de organieke ordonnantie wordt geparafraseerd en waarvan artikel 33 van het ontwerp overigens afwijkt;

- de artikelen 25, 30 (partim), 31 (partim), 32 en 35 (partim) van het ontwerp, waarin artikel 69, §§ 2 tot 7, van de organieke ordonnantie wordt herschreven;

- en artikel 34 van het ontwerp, waarin artikel 46 van de organieke ordonnantie wordt geparafraseerd.

Bijgevolg dient het ontworpen besluit te worden herzien.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	staatsraad, voorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON P. LIÉNARDY